



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1941>

# Du pain sur la planche...

- Actualités -



Date de mise en ligne : dimanche 21 juin 2015

---

L'École Émancipée

---

Un rapport alarmant sur la relégation sociale et spatiale dans les zones urbaines sensibles, une cartographie précise de la pauvreté, un taux de chômage qui n'en finit plus de grimper, une prise de conscience par l'éducation nationale de l'existence d'1,2 millions d'élèves pauvres dans les classes... On assiste à une avalanche d'alertes sur un état social catastrophique qui se délite jour après jour.

Et tout cela n'empêche pas le gouvernement d'accélérer dans sa déréglementation du droit du travail. Les lois Macron et Rebsamen ne sont pas encore adoptées qu'elles se voient renforcée par le « Job Act » de Valls. Après le coût du travail qu'il s'agissait de diminuer via la succession de cadeaux fiscaux aux entreprises, 41 milliards tout de même, c'est le droit du travail qu'il s'agit de démanteler avec la toujours la même antienne libérale : délivrées des contraintes réglementaires, les entreprises embaucheraient ainsi à tout va... Or le plafonnement des indemnités de licenciement est une mesure incitative à la débauche, pas à l'embauche...

Ce « Job Act », avec le nouveau passage en force via le 49.3, aura également fait imploser l'unité de façade du PS laborieusement échafaudée à Poitiers. Plutôt qu'une illusoire seconde partie redistributive du quinquennat, on est dans le renforcement de la première phase dite du « redressement dans la justice »... pour les patrons !

En parallèle à ces régressions, une énième loi antiterroriste, et plus liberticide que jamais, vient d'être votée quasi unanimement par le Parlement. Si les migrants reclus dans la « jungle » de Calais et les Roms subissent avec constance un acharnement policier depuis plusieurs années, dorénavant ce sont également les demandeurs d'asile réfugiés en plein coeur de Paris qui sont visés. Après un désintérêt quasi complet envers ces migrants qui traversent la Méditerranée au péril de leur vie, après le refus d'accorder quelques milliers demande d'asile, une goutte d'eau rapportée aux millions de réfugiés à travers le monde, le gouvernement multiplie expulsions et violences policières...

Si le mouvement social n'a pas réussi depuis 3 ans à s'opposer ou à infléchir ces choix gouvernementaux libéraux ou liberticides, on assiste pourtant, doucement, au retour du social sur le devant de la scène. Journée de grève interprofessionnelle du 9 avril, mobilisations et grève dans les collèges, mouvement dans les hôpitaux parisiens pour défendre les RTT, week-end de défense et de promotion des services publics à Guéret...

Et sur le plan international, avec un scénario du Grexit qui n'est plus à écarter tant le FMI comme la BCE et l'UE veulent briser toute résistance aux politiques austéritaires européennes, le soutien à la Grèce s'amplifie. Suite à l'appel à solidarité rassemblant largement avec des personnalités issues de syndicats, d'associations et de partis politiques, une semaine d'action se tient dans les grandes villes d'Europe.

Une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle à la rentrée permettrait de fédérer et de poursuivre ce combat global contre l'austérité. Continuer le décryptage des politiques menées et populariser la crédibilité d'alternatives, tout en mobilisant le plus largement possible les salariés et les chômeurs est le difficile mais ambitieux pari à relever pour le mouvement syndical. ĩ

Arnaud Malaisé